



ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°206/2026

OBJET : Dépôt d'une deuxième benne – interdiction temporaire de stationnement au droit et face au 10 avenue Maurice Barrès – du 26 mai au 4 juin 2026.

Le Maire de la commune de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°009/2026 du Conseil municipal du 21 mars 2026 portant sur l'élection du Maire,

Vu l'arrêté n°181/2026 du 7 mai 2026, autorisant le dépôt d'une benne au 10 avenue Maurice Barrès, pour la même période, du 26 mai au 4 juin 2026,

Vu la demande en date du 26 mai 2026, présentée par le service insalubrité-Traitement de l'Habitat indigne de l'EPT GOSB, Antenne LU sise 3 rue Lefèvre Utile, 91200 Athis-Mons, relative au dépôt d'une seconde benne qui sera déposée par le service déchets de l'EPT GOSB, pour une opération de désencombrement, demandée par la mairie de Morangis et qui sera réalisée par la régie de quartier de l'EPT GOSB,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement sur le domaine public afin d'assurer la sécurité des usagers et la conservation du domaine,

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'autorisation :

Un premier dépôt de benne a déjà fait l'objet d'une autorisation par arrêté municipal n°181/2026 du 7 mai 2026. La présente décision s'ajoute à cette précédente autorisation.

Le service déchets de l'EPT GOSB est autorisée à occuper le domaine public communal pour le stationnement d'une seconde benne, à hauteur du 10 avenue Maurice Barrès, pour une opération de désencombrement demandée par la mairie de Morangis et qui sera réalisée par la régie de quartier de l'EPT GOSB.

Article 2 – Période d'exécution :

Le stationnement de la seconde benne est autorisé du 26 mai au 4 juin 2026 inclus.

Article 3 – Sécurité :

- le stationnement de tout véhicule sera interdit temporairement, au droit et en face du 10 avenue Maurice Barrès durant la présence de la benne.
- la saillie de la benne sur l'emprise de la voie publique ne pourra être supérieure à deux mètres.
- la benne en stationnement devra être disposée de manière à ne jamais entraver le libre écoulement des eaux et l'accès des véhicules de protection civile.
- il ne pourra être établi par le permissionnaire aucun scellement au sol.
- la signalisation verticale et horizontale est à la charge entière du pétitionnaire et le chantier devra être éclairé pendant la nuit.
- tout véhicule gênant pourra faire l'objet d'une verbalisation ainsi que sa mise en fourrière conformément aux articles R.417-1 et R.285-1 du Code de la Route.

Les dispositions qui précèdent seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux réglementaires de signalisation placés aux endroits appropriés, par la société bénéficiaire.

Article 4 - Responsabilité

Le bénéficiaire est responsable des dommages causés aux tiers et au domaine public.

Article 5 - Exécution

Le présent arrêté sera affiché par les soins du demandeur.

Article 6 - Ampliation

Monsieur le Chef de l'agglomération de Police nationale de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur de Chef de Service de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur des Services Techniques de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, pour information.

Fait à Morangis, le 26 mai 2026

Madame le Maire,
Brigitte VERMILLET



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.